

Des Frères musulmans à Al-Qaida : les réalités méconnues de l'islam politique en Suisse

Après le tsunami politique et médiatique que vient de vivre la Suisse – et avec elle l'Europe tout entière – il n'est pas inutile de replacer les événements récents dans le contexte historique et politique des dernières décennies, pour mieux comprendre les enjeux véritables du référendum suisse et ses conséquences possibles. L'histoire de l'islam en Suisse depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ne correspond pas, en effet, à la vision idyllique qu'en ont donné de nombreux médias et hommes politiques (au premier rang desquels il faut citer le ministre des Affaires étrangères français, M. Kouchner, qui a déclaré que les minarets n'avaient rien de choquant dans un « pays de montagnes »...).

Or la Suisse n'est pas seulement, n'en déplaise à M. Kouchner, un pays de montagnes et un lieu de villégiature. Elle est aussi le bastion avancé de l'implantation de l'islam politique des Frères musulmans en Europe et le pays où fut créé le premier centre islamique – celui de Genève – qui sert de modèle aux nombreux centres islamiques implantés depuis le début des années 1960 en Europe, avec le soutien de l'Arabie saoudite et de ses pétrodollars. L'histoire des Frères musulmans en Europe est étroitement liée à la personnalité d'un homme qui a joué un rôle essentiel, en transformant la confrérie égyptienne en un réseau international, implanté sur les cinq continents, doté de ramifications multiples et d'une infrastructure financière très développée. Cet homme, Saïd Ramadan, gendre du fondateur du mouvement des Frères musulmans, Hassan al-Banna et père de Tariq Ramadan, est pour ainsi dire le créateur de l'Internationale islamiste *.

Véritable globe-trotter du mouvement islamiste, Saïd Ramadan a en effet voyagé à travers tout le monde musulman, du Pakistan à l'Arabie saoudite, avant de se fixer en Europe. Après Cologne et Munich, il s'installe à Genève, où il crée le premier Centre islamique européen. Le choix de la Suisse n'est pas anodin : il s'explique principalement par son rôle de place financière et par la tradition suisse de secret bancaire. La Suisse va en effet assumer une double fonction dans le développement du mouvement islamiste : celle de pont avancé de la da'wa [c'est-à-dire la propagande politico-religieuse] et celle de « coffre-fort » de la mouvance islamiste.

Concernant ce dernier point, l'histoire des Frères musulmans en Europe (qui sont parfois présentés trompeusement comme une organisation islamiste 'non-violente' !) est étroitement liée à celle de la banque Al-Taqwa, institution créée par les Frères qui est devenue la banque d'Al-Qaida et est apparue au grand jour après le 11 septembre 2001. Un des actionnaires d'Al-Taqwa était Albert-Ahmed Huber, converti d'origine suisse, fervent admirateur de Nasser et de Hitler. Quant au président du « Charia-board » de la banque, il n'est autre que le fameux cheikh Yousouf Qaradawi, théoricien islamiste qui préside aux destinées de l'UOIE (Union des organisations islamiques européennes qui chapeaute l'UOIF).

C'est sur le modèle du centre islamique de Genève que se sont construits, à partir des années 1960, les centres islamiques de Milan, de Londres, de Rome et de nombreuses autres villes européennes, souvent financés par l'Arabie saoudite. Ces centres ont servi à la fois de bases avancées pour la da'wa – la propagande et le prosélytisme politico-religieux des Frères musulmans – mais aussi, comme cela a été révélé au lendemain du 11 septembre, de centres de recrutement des terroristes d'Al-Qaida et de leurs soutiens logistiques et financiers. Car il ne faut pas oublier que c'est en Europe, comme le rappelle le chercheur Lorenzo Vidino, qu'ont été minutieusement préparés les attentats du 11 septembre.

Un coup d'arrêt à l'expansion d'Eurabia ?

Cet exposé succinct permet de comprendre le rôle stratégique qu'a joué la Suisse dans l'implantation en Europe du mouvement islamiste, des Frères musulmans jusqu'à la nébuleuse Al-Qaida. Dans ces circonstances, le résultat du référendum sur les minarets prend un sens symbolique important. Il ne s'agissait pas – comme voudraient le faire croire plusieurs commentateurs engagés au service de l'islamisation de l'Europe (camouflée derrière l'expression de « dialogue interculturel » euroméditerranéen), comme Caroline Fourest – de limiter la liberté de culte des Musulmans de Suisse, qui sont sans doute dans leur majorité des citoyens pacifiques. Il s'agissait de porter un coup d'arrêt à la vague d'islamisation de l'Europe, qui a commencé en Suisse dans les années 1960.

La votation suisse contre les minarets a exposé au grand jour le gouffre qui sépare désormais les populations européennes de leurs gouvernants et de leurs élites politiques et médiatiques. Eurabia, on le sait, est un projet imposé aux peuples d'Europe (et du monde arabe) par leurs dirigeants, qui n'a jamais fait l'objet d'aucun vote ou consultation populaire. A cet égard, le référendum suisse était peut-être aussi, au-delà de la seule question des minarets, le premier vote sur le projet politique et culturel eurabien. L'avenir dira si la votation suisse aura marqué un coup d'arrêt à l'expansion d'Eurabia.

Paul Landau

* Sur ce sujet, je renvoie le lecteur à mon livre *Le Sabre et le Coran*, ainsi qu'à celui de Sylvain Besson, *La conquête de l'Occident*.